

Une ligne à la croisée des voies

Publié le 11/09/2014 à 08:18



Dominique Espinasse, ici au passage à niveau de la Madeleine, plaide pour la réouverture de la ligne au trafic ferroviaire./ Photo DDM

La ligne de chemin de fer Capdenac-Cahors est aujourd'hui à l'abandon. Une association milite pour sa réouverture au trafic ferroviaire. Le conseil général du Lot, lui, penche pour une voie verte. Projet contre projet.

D'abord, ce fut la suppression des trains de voyageurs, en 1980. Puis, en 1989, la fermeture totale. Quelques trains vapeur touristiques,

et surtout le Quercy Rail y ont ensuite roulé, jusqu'en 2003. Depuis, la ligne de chemin de fer entre Capdenac, en Aveyron, et [Cahors](#), toujours propriété de RFF, est tombée à l'abandon. Au grand désespoir des cheminots et des amis du rail. Certains croient encore à sa possible réouverture, du moins poussent-ils en ce sens. S'est ainsi créée l'association pour la réouverture de la ligne ferroviaire Cahors, Capdenac, Figeac (ARLCCF). «Elle présente plusieurs intérêts : pour le fret, avec le Bassin tout proche, et pour les voyageurs. Le temps de trajet entre Capdenac et Cahors serait d'une heure, alors qu'aujourd'hui en bus, il faut près de deux heures», plaide Dominique Espinasse, secrétaire et porte-parole de l'association.

Sauf que les élus n'ont pas forcément cette même vision. Le conseil général du Lot penche plutôt pour la création d'une voie verte sur la plate-forme de la ligne, avec un tronçon de voie ferrée (de Cajarc à Tour-de-Faure) conservé pour un projet de train touristique privé. «Cette voie verte, qui n'irait pas jusqu'à Capdenac car bloquée à la Madeleine, représente un investissement de 30 M €. La réouverture de la ligne aux trains serait du même coût» indique Dominique Espinasse. L'association s'appuie sur une étude financée par le comité d'entreprise SNCF Midi-Pyrénées et par le CE fret SNCF et réalisée par un cabinet spécialiste des questions ferroviaires. «La voie ferrée dessert toutes les gares et crée un maillon avec le réseau national. elle désenclave notre territoire. Elle participe au développement économique et peut aussi répondre à une activité touristique sur la route la vallée du Lot», défend l'association.

C'est donc projet contre projet. «Justement, nous demandons la confrontation des deux projets lors d'un débat public» souligne Dominique Espinasse. «Nous réclamons ce débat depuis longtemps au conseil général. Car investir 30 M€, ce n'est pas rien, surtout dans le contexte général actuel d'économies à trouver un peu partout.» Un contexte qui pourrait plomber les deux projets. Les responsables de l'association en sont bien conscients. «Si on met de l'argent, il faut que ce soit pour la voie ferrée et non pour la voie verte. Ce serait pour l'intérêt général avec un service apporté aux populations de ce territoire tout en ne pénalisant pas le tourisme», conclut Dominique Espinasse.

L'association, co-présidée par Serge Despeyroux, Christophe Schimmel, Philippe Jorrey et Jacques Montal, a enregistré avec intérêt l'élection d'un nouveau président, Serge Rigal, à la tête du conseil général du Lot (*lire en encadré*). Et en cette rentrée, elle envisage de relancer la mobilisation. «Pour faire avancer le dossier». Une réunion de travail est fixée au 19 septembre à Cahors.

Conseil général : «Encore, aucune décision n'est prise»

«Aucune décision n'est prise pour le moment» assure le nouveau président du conseil général du Lot. Serge Rigal donne la procédure des prochains mois. «Nous attendons pour la fin d'année le résultat d'une étude qui lie train touristique et voie verte. Lorsque nous l'aurons et comme nous l'avons promis à l'association, nous provoquerons une réunion devant le conseil général où nous présenterons les trois alternatives : voie verte, voie verte et train touristique, ligne de chemin de fer. À la suite de ça, les conseillers généraux se prononceront.» Serge Rigal rappelle aussi que RFF est toujours propriétaire de la voie ferrée et entend le rester. «Pour la réouverture de la ligne ferroviaire, l'association a davantage à convaincre RFF que le conseil général» lâche-t-il.